

La politique du mouvement anti-CPE

Question sociale, nouvelle forme

Emmanuel Renault

L'Humanité, 8 avril 2006

Dans leurs manifestations, des étudiants et des lycéens crient « résistance » ! En luttant contre le CNE, le CPE et la loi sur l'égalité des chances, ils résistent en effet à des remises en cause du droit du travail (condition du licenciement, travail de nuit, travail des mineurs). Mais contrairement à bien des luttes sociales de ces dernières décennies, ils ne se contentent pas de défendre des acquis, et en ce sens, ils font bien plus que seulement résister. Ils font sortir la précarité, sa réalité et ses conséquences, de l'invisibilité politique et ils la désignent comme la nouvelle forme de la question sociale. Ils font ainsi événement politique en soulevant une question qui est polémique par excellence, comme on s'en rendra bientôt compte, une fois dissipée la fausse unanimité anti-CPE fondée sur la dénonciation de l'absence de concertation sociale, de l'obstination et des errements d'un gouvernement à la dérive, de la crise institutionnelle que tout ceci induit et révèle. Dans son principe, le mouvement anti-CPE ne s'en prend ni à un manque de concertation, ni au caractère et aux combines de tel ou tel, ni aux institutions de la 5^{ème} République, mais à la forme même que le néo-libéralisme donne aujourd'hui au travail.

Qu'est-ce donc que la question sociale aujourd'hui ? Depuis plus de 20 ans, la gauche gouvernementale s'est laissée aveugler par la question de l'emploi, en passant par perte et profit bon nombre d'injustices et de dominations attachées au travail lui-même. Au nom de l'axiome suivant lequel il n'est pire mal que le chômage, elle a abandonné les salariés à leur sort quant elle n'a pas contribué à les culpabiliser d'oser encore revendiquer alors qu'ils disposent d'un salaire. Elle s'est concentrée sur la protection de l'emploi et sur son partage (réduction du temps de travail). Que les conditions de travail s'aggravent sans cesse, que les 35 heures se soldent par une accélération de l'intensité et des difficultés du travail, ce n'était pas son affaire. Il revenait à la droite de pousser la logique jusqu'au bout : puisque l'essentiel est d'avoir un emploi, peu importe les protections dont bénéficiait jusqu'à présent le salarié. Le travailleur précaire ne reste-t-il pas privilégié par rapport au chômeur, nous demandent nos ministres ? Des lycéens et des étudiants répondent : « un CPE, c'est pas mieux que rien, c'est pire que tout ». Au moment où l'on découvre en France la réalité des « travailleurs pauvres », au moment où des films (« Sauf le respect que je vous dois ») et des documentaires (« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient touchés ») soulignent les dégâts de l'entreprise néolibérale sur les vies des individus attachés à leur travail, des étudiants et des lycéens posent un diagnostic lucide et éclairant sur la situation sociale contemporaine. Ils expliquent qu'il n'y a pas à choisir entre la célébration mystificatrice du travail comme un bien absolu (« Il est temps de réhabiliter la valeur travail » disait Raffarin) et la dénonciation du travail comme un mal intrinsèque (« Danger travail ! »). Ils soulignent que le travail reste au cœur de l'existence, pour le meilleur ou pour le pire, et ils en concluent qu'il est temps de remettre la question de l'organisation du travail au centre des confrontations politiques et des choix de société.

Il ne suffira donc pas de « sécuriser les parcours professionnels » pour refermer les questions ouvertes par le mouvement anti-CPE. Réguler la précarité induite par l'entreprise flexible grâce à de nouvelles sécurités est évidemment un progrès. Mais derrière la précarité, la question de la flexibilité se profile. Faut-il chercher à compenser plus de flexibilité par plus

de sécurité (donnant-donnant), alors que la flexibilité va de pair avec la déstructuration des collectifs de travail, et par là même, avec l'aggravation des difficultés inhérentes à l'activité de travail, avec le durcissement des dominations inhérentes au salariat ? Depuis plusieurs années, le discours dominant, témoignant de la victoire idéologique du MEDEF et de sa « refondation sociale », est le suivant : votre avenir sera l'adaptation constante à une société en mutation toujours plus rapide, soyez flexibles ! Tenir ce discours aux étudiants et aux lycéens revient à les exclure de la société, parce que s'engager dans des études signifie construire des horizons d'attentes dans lesquels le travail est associé à des compétences choisies et valorisantes. Il n'est donc pas étonnant que ce soit de la jeunesse que vienne la contestation politique, d'une jeunesse qui attend une forme de réalisation de soi dans le travail et non pas seulement une adaptation constante aux risques professionnels, une jeunesse qui croit encore que l'idée de démocratie implique un contrôle collectif des institutions et une construction de projets communs et non pas seulement une adaptation à des évolutions sociales en accélération perpétuelles.